

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)**

**LOT N°2 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE**

**Objet de la consultation**

**SERVICES D'ASSURANCES**

# SOMMAIRE

<b>1. PRESENTATION DES RISQUES .....</b>	<b>3</b>
<b>2. CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE » .....</b>	<b>4</b>
<b>3. CONVENTIONS SPECIALES « ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE » .....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 1 – DEFINITIONS.....	11
CHAPITRE 2 – OBJET DE L’ASSURANCE & ÉTENDUE DES GARANTIES ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES .....	14
CHAPITRE 3 – EXCLUSIONS GENERALES ET SPECIFIQUES .....	17
CHAPITRE 4 – FONCTIONNEMENT DE L’ASSURANCE .....	24
CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES .....	26
<b>4. ANNEXES.....</b>	<b>30</b>

# ***1. Présentation des risques***

---

Les candidats doivent formuler une **offre globale et unique**, conforme aux **Conditions Particulières** et aux **Conventions Spéciales** figurant au dossier de consultation, couvrant l'ensemble des risques définis au titre du présent marché.

Il est précisé que les candidats ont la **faculté d'émettre des réserves**, exclusivement dans le **cadre de réponse technique** annexé à l'acte d'engagement.

Toutefois, le **refus du Cahier des Clauses Techniques Particulières sera considéré comme rendant l'offre irrégulière**, au sens des règles applicables à la commande publique, et entraînera **son rejet**.

**Les Conditions Particulières** et les **Conventions Spéciales**, formant le Cahier des Clauses Techniques Particulières, prévalent, dans la mesure où elles sont plus **favorables** à l'assuré, sur toute autre disposition de l'Assureur, notamment les Conditions Générales et les annexes. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les documents contractuels, les dispositions des Conditions Particulières et des Conventions Spéciales seront considérées comme applicables, sous réserve qu'elles présentent un caractère plus favorable pour l'assuré.

## ***2. Conditions Particulières « Assurance Responsabilité Civile Générale »***

---

### **2.1. Souscripteur**

**LE FOYER STEPHANAIS  
185 RUE DU PRE ROQUETTE  
76801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX**

agissant tant pour son compte que pour celui de ses sociétés qui composent le groupe et de qui il appartiendra.

Agissant tant pour son compte que pour celui :

- de ses sociétés qui composent le groupe ;
- de ses membres ou tiers adhérents ;
- de toutes sociétés, quelles qu'en soient la forme sociale, présentes ou à venir, dans lesquelles ils détiennent des participations, société anonyme d'habitations à loyer modéré ;
- de ses services, des associations, groupements et entités liés à son activité ;
- ainsi que pour celui de qui il appartiendra.

### **2.2. Assuré**

Ont notamment la qualité d'assuré, les personnes physiques ou morales suivantes :

- Le souscripteur du contrat ;
- Les préposés salariés ou non, occasionnels ou permanents ;
- Les groupements ou organismes à but social créés par ou en faveur du personnel et leurs représentants au cours de leurs missions ;
- Les représentants légaux, dirigeants, membres, salariés, stagiaires, bénévoles, préposés et visiteurs ;
- Les comités d'entreprise des assurés, leur comité central ou leurs différents comités d'établissement, comités d'hygiène et de sécurité et, d'une manière générale, tous groupements ou organismes à but social, créés par le ou en faveur du personnel ;
- Les représentants légaux des assurés mentionnés ci-dessus ou les personnes qu'ils se sont substituées dans la direction de l'entreprise.
- Les sociétés de crédit-bail en leur seule qualité de propriétaires des biens servant ou destinés à l'exploitation des activités de l'assuré, ainsi que les sociétés immobilières créées pour ses besoins ;

- Les préposés de l'assuré en cas de faute inexcusable à l'origine d'un accident de travail ;
- Les préposés de l'assuré, y compris les médecins, auxiliaires médicaux, infirmiers, secouristes, enseignants, stagiaires, en tous lieux où leur présence est motivée par leur appartenance aux sociétés ou aux organismes mentionnés ci-dessus, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ;
- Les participants aux activités de formation des sociétés ou organismes mentionnés ci-dessus, qu'ils fassent ou non partie de leur personnel, ainsi que toute personne apportant son concours bénévole ;
- Les préposés des assurés du fait d'événements concernant leur vie privée survenus à l'étranger au cours de séjours professionnels n'excédant pas douze mois consécutifs, ainsi que les membres de leur famille les accompagnant durant la même période.

### **2.3. Activités principales, annexes et/ou connexes**

Les activités principales des membres du Groupement découlent principalement des statuts de ses membres et définies par le Code de la Construction et de l'Habitation dans les articles L.215-1 et suivants (SACIPAP), L.422-2 et suivants (ESH) et L.422-3 et suivants (COOPERATIVE HLM).

Toutes activités du souscripteur, des sociétés membres et de leurs services, y compris les activités complémentaires de toutes natures à celles statutaires ou réglementaires sont garanties telles que :

- l'entretien du parc immobilier et des installations diverses ;
- les missions de gérance d'immeuble, de syndic de copropriété ;
- la maîtrise d'ouvrage dans toutes ses phases ;
- la maîtrise d'ouvrage déléguée, partagée, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opération ainsi que tous types de prestations de service ;
- toutes missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;
- la maîtrise d'œuvre totale ou partielle pour propre compte ;
- actions publicitaires ou commerciales ;
- activités sociales, sportives, récréatives ou éducatives ;
- actes d'assistance bénévole ;
- formation professionnelle en faveur du personnel ou de tiers ;
- prêt ou location de main d'œuvre, mise à disposition de personnel, de matériel ou de locaux ;
- organisation de manifestations à caractère social ou commercial ;
- toute mission d'assistance technique de préconisation ou de conseil ;
- les travaux de réparation ou d'entretien effectués par les services des Assurés sur les véhicules de l'entreprise ou du personnel, à titre gratuit ou non ;
- activité de gestion d'associations syndicales libres (notamment présidence et activité de gestion financière) ;
- activité d'aménagement (notamment dans le cadre d'aménagement de la zone activité concerté) ;

- La promotion immobilière ;
- les activités liées à l'achat ou la vente de biens immobiliers exercées dans le cadre de l'acquisition d'une délégation du droit de préemption municipal ;

La présente déclaration étant faite à titre indicatif et non limitatif (prise en compte des activités connexes et/ou annexes), l'Assureur garantit l'ensemble des activités présentes et futures des assurés en dehors des changements principaux constituant une aggravation anormale du risque déclaré.

**La société a principalement pour objet :**

1. **En vue principalement de la location**, de construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du Code de la construction et de l'habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble ;
2. **De gérer les immeubles appartenant à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ;**
3. **De gérer les immeubles à usage principal d'habitation** appartenant à l'État, à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, à une société d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux, à des organismes à but non lucratif, à l'association agréée mentionnée à l'article 116 de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001) ou aux sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à au moins 99 % par cette association ;
4. **De réaliser des missions d'accompagnement social** destinées aux populations logées dans le patrimoine qu'elle gère ou, à titre de prestataire de services, pour les populations logées dans le patrimoine géré par d'autres organismes de logement social ;
5. **De réaliser, pour son compte ou pour le compte de tiers**, avec l'accord de la ou des collectivités ou établissements publics intéressés, toutes les interventions foncières, les actions ou opérations d'aménagement, y compris les lotissements, prévues par le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation, sans que les dispositions de l'article L.443-14 de ce dernier code soient applicables aux cessions d'immeubles rendues nécessaires par ces réalisations ;
6. **En complément de son activité locative**, de réaliser ou d'acquérir et d'améliorer des logements en vue de leur vente à des personnes physiques à titre de résidence principale, soit lorsqu'une offre satisfaisante n'est pas assurée dans un îlot, un quartier ou une commune, soit à la demande de la collectivité territoriale dans le cadre d'une opération d'aménagement ou de la mise en œuvre des objectifs de renouvellement urbain et de mixité sociale. Ces logements sont destinés à des personnes physiques dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés en application de l'article R.443-34 du Code de la construction et de l'habitation. Les prix de vente respectent les maxima fixés en application du même article ;

7. **D'assister, à titre de prestataire de services**, des personnes physiques et des sociétés coopératives de construction ou sociétés civiles immobilières ayant pour objet la réalisation d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation destinés à des accédants dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés en application de l'article R.443-34 du Code de la construction et de l'habitation ;
8. **Après avoir souscrit ou acquis des parts d'une société civile immobilière**, ayant pour objet la réalisation d'immeubles destinés à des accédants respectant les plafonds de ressources précités, d'être syndic de copropriété ou d'exercer les fonctions d'administrateur de biens de ces immeubles ;
9. **De construire, acquérir, réaliser des travaux et gérer des immeubles** à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation en vue de leur location-accession ;
10. **De réaliser, pour le compte d'associations ou d'organismes agréés**, des prestations de services pour des opérations ou actions favorisant l'insertion sociale et la mixité urbaine et sociale ;
11. **De réaliser, pour le compte d'autres organismes HLM**, des prestations de services pour des missions entrant dans l'objet social et la compétence territoriale de ces organismes et de la société ;
12. **D'être syndic de copropriété et administrateur de biens** d'immeubles bâtis, construits ou acquis soit par elle, soit par un autre organisme HLM, une collectivité territoriale, une société d'économie mixte, un organisme sans but lucratif, l'association mentionnée à l'article 116 précité ou une SCI détenue à au moins 99 % par cette association ;
13. **De vendre ou d'acquérir des ouvrages de bâtiment** auprès des organismes visés à l'article L.411-2 du Code de la construction et de l'habitation ou de sociétés d'économie mixte, notamment par contrat de vente d'immeuble à construire (articles L.261-1 et suivants) ;
14. **De construire, acquérir, aménager, entretenir, gérer ou donner en gestion** des résidences hôtelières à vocation sociale (article L.631-11 du Code de la construction et de l'habitation) ;
15. **D'acquérir des hôtels**, meublés ou non, destinés à l'hébergement temporaire de personnes en difficulté et de les donner en location à des organismes agréés par le préfet ;
16. **D'intervenir comme prestataire de services de sociétés d'économie mixte** pour la réalisation d'opérations d'aménagement, après agrément dans les conditions de l'article R.422-4 du Code de la construction et de l'habitation ;
17. **Avec l'accord du maire et du préfet**, de gérer, en qualité d'administrateur de biens, des logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement (article R.442-23) ;
18. **Dans les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une OPAH dégradée**, d'acquérir des lots, d'y effectuer des travaux, de les louer provisoirement et de les revendre, dans les conditions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ;
19. **De réaliser des prestations pour le compte de syndicats de copropriétaires** concernés par un plan de sauvegarde (article L.615-1) ;

20. **Avec l'accord du maire**, d'être syndic de copropriétés situées dans le périmètre d'une OPAH (article L.303-1) et respectant les critères de décence (article L.442-11) ;
21. **De réaliser des prestations pour le compte de syndicats de copropriétaires** dans le cadre d'OPAH ;
22. **Avec l'accord du maire**, de gérer, en qualité d'administrateur de biens, des logements situés dans le périmètre d'une OPAH (article L.303-1), dans les conditions de l'article L.442-11 ;
23. **Avec l'accord du maire**, de gérer des logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis plus d'un an, dans les conditions prévues par l'article L.442-11 ;
24. **De réaliser des hébergements de loisirs à vocation sociale** (articles L.421-3 et R.421-2 du Code de la construction et de l'habitation) ;
25. **De se voir confier par convention des opérations de restructuration urbaine**, incluant toutes actions ou équipements favorisant le développement social urbain (loi n°96-987 du 14 novembre 1996), pouvant inclure des actions d'insertion professionnelle ;
26. **De prendre à bail des logements vacants** pour les donner en sous-location dans les conditions des articles L.444-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
27. **De réaliser des immeubles destinés à la location en vue de leur vente** à l'association mentionnée à l'article 116 ou à des SCI détenues à 99 % par celle-ci, dans le cadre des articles L.261-1 à L.261-22 ;
28. **De participer à des actions de développement social d'intérêt direct** pour les habitants des quartiers d'habitat social (article L.424-2) ;
29. **De réaliser des opérations d'équipements hospitaliers ou médico-sociaux** pour le compte d'établissements publics de santé (article L.6148-7 du Code de la santé publique) ;
30. **De réaliser des immeubles en vue de leur vente**, avec possibilité de détention temporaire d'usufruit locatif social (articles L.253-1 à L.253-5) ;
31. **D'assurer la gérance de sociétés civiles immobilières d'accession progressive** (articles L.443-6-2 et suivants) ;
32. **De réaliser des opérations immobilières au profit de certains publics**, notamment forces de sécurité, services de secours et administration pénitentiaire ;
33. **De réaliser des prestations de services** pour l'association mentionnée à l'article 116 ou ses structures associées ;
34. **D'être syndic de copropriété dans les cas prévus à l'article L.443-15** ;
35. **De réaliser toutes opérations pour lesquelles les sociétés anonymes d'HLM sont habilitées** par les textes législatifs et réglementaires ;
36. **De réaliser des opérations d'aménagement**, notamment dans le cadre de zones d'aménagement concerté ;
37. **D'assurer des activités de gestion d'associations syndicales libres** (présidence et gestion financière) ;
38. **D'assurer des activités de gestion de syndicats de copropriétaires** gérés par LE FOYER STEPHANAIS.

## **2.4. Objet de la garantie**



**Le contrat est exprimé sous la forme « tous risques sauf » soit les risques sont garantis, sauf ceux expressément exclus.**

**Cette garantie s'applique notamment du fait :**

- **des personnes représentant l'assuré ou placées sous son autorité**, telles que les administrateurs, agents, préposés, salariés ou non, collaborateurs bénévoles et, plus généralement, toute personne participant aux activités du souscripteur ;
- **des biens immobiliers et mobiliers** appartenant à l'assuré, ou placés sous sa garde, ainsi que de ceux dont il a la qualité de propriétaire ou assimilé, notamment en vertu d'un engagement contractuel ;
- **des installations de distribution d'eau, d'électricité ou de gaz ;**
- **du fonctionnement, du non-fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services ;**
- **des ascenseurs et monte-charges**, hydrauliques ou non, ainsi que des escaliers mécaniques ;
- **des antennes ou de l'un quelconque de leurs éléments ;**
- **des travaux d'entretien des biens immobiliers assurés ;**
- **des équipements collectifs ;**
- **des terrains de sport ;**
- **des terrains, cours, jardins, plantations, voies de desserte, constructions assurées et parcs attenants ;**
- **des aménagements desdits terrains**, notamment lampadaires, clôtures et murs d'enceinte, enseignes et panneaux lumineux ou publicitaires, bassins, piscines, etc.

**Est également garantie** la responsabilité civile du FOYER STEPHANAIS en raison des dommages corporels subis par :

- **les personnes effectuant**, sous son contrôle ou pour son compte, **un essai** professionnel, rémunéré ou non ;
- **les stagiaires**, rémunérés ou non, accueillis au sein de ses services.

**Est en outre garantie la responsabilité de maître d'œuvre pour tous travaux réalisés sur l'ensemble du patrimoine de l'assuré.**

## 2.5. Montants des garanties et franchises

### 2.5.1 – Solution de base (Référence obligatoire)

La solution de base inclut les garanties suivantes, avec des franchises et limitations définies dans le tableau ci-dessous. Tout candidat doit répondre à **cette solution minimale**, sous peine de rejet de l'offre.

#### **GARANTIES ACCORDÉES (Tous Dommages)**

*(En référence des Conventions Spéciales « Assurance Responsabilité Civile Générale »)*

Les montants sont exprimés par sinistre sauf mention contraire.

Nature des garanties	Montants garantis	Franchise (par sinistre)
<b>A – Responsabilité Civile Exploitation</b>		
Tous dommages confondus	10.000.000 €	
Dommages corporels	10.000.000 €	Néant
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5.000.000 €	150 €
Dont : dommages aux biens confiés	100.000 €	150 €
Dont : dommages aux biens des préposés	5.000 €	150 €
Dont : existants et avoisinants	300.000 €	150 €
Dont : locaux occasionnels d'activités	2.000.000 €	150 €
Dont : référé provision	160.000 €	150 €
Dommages immatériels non consécutifs	1.500.000 € (par sinistre et par année d'assurance)	150 €
Dommages corporels, matériels et immatériels résultant d'atteinte à l'environnement ou pollution	1.500.000 €	150 €
Dommages corporels, matériels et immatériels en cas de faute inexcusable	1.500.000 €	150 €
<b>B – Responsabilité Civile Après travaux / Livraison / Professionnelle</b>		
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus	3.000.000 €	
Dommages corporels	10.000.000 €	Néant
Dommages immatériels non consécutifs	1.500.000 € (par sinistre et par année d'assurance)	150 €
Existants et avoisinants	300.000 €	150 €
Référé provision	160.000 €	150 €
<b>C – Défense Recours</b>		
Défense	Inclus	Néant
Recours	50.000 € (par année d'assurance)	Néant

### **3. Conventions Spéciales « Assurance Responsabilité Civile Générale »**

---

#### **Chapitre 1 – Définitions**

##### **Article 1 – Souscripteur**

La personne morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières de la police d'assurance, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

##### **Article 2 – Assureur**

La compagnie d'assurances qui délivre les garanties accordées par le contrat.

##### **Article 3 – Activités annexes et/ou connexes**

Toutes activités du souscripteur et de leurs services ainsi que celles désignées aux Conditions Particulières.

##### **Article 4 – Avoisinant**

Tout bien immobilier appartenant à autrui et sur lequel ne porte pas la mission de l'assuré.

##### **Article 5 – Autrui (Tiers)**

Toute personne autre que celles ayant la qualité d'assuré au titre du présent contrat.

Toutefois, seront considérés comme tiers :

- Les administrateurs, représentants et préposés en dehors de l'exercice de leurs fonctions ou lorsqu'ils ne pourront être totalement indemnisés au titre de la réglementation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.
- Les différents Assurés entre eux notamment dans leurs rapports contractuels sauf renonciation à recours du fait de la communauté d'intérêts.
- Les préposés salariés ou non y compris dans l'exercice de leurs fonctions pour les dommages autres que ceux réparés par la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, visés par le Code de la Sécurité Sociale.
- Les représentants légaux, dirigeants et préposés de l'Assuré civilement responsable pour leurs dommages relevant de la législation sur les accidents du travail. L'Assuré reste cependant garanti dans les cas où un recours peut légalement être exercé contre

lui, tel que la faute intentionnelle d'un préposé (article L. 452-5 du Code de la Sécurité Sociale), la faute inexcusable de l'employeur ou d'un substitué dans la direction (article L. 452-2 et -3) ou l'accident de trajet entre co-préposés.

## **Article 6 – Dommages**

### **a. Dommage corporel :**

Toute atteinte physique ou morale subie par une personne physique.

### **b. Dommage matériel :**

Toute détérioration, destruction, altération, perte ou disparition d'une chose ou substance.

Toute atteinte physique à un animal, perte ou disparition de celui-ci.

### **c. Dommage immatériel :**

#### **Immatériels :**

Tous dommages autres que corporels ou matériels tels que définis ci-dessus.

#### **Immatériels consécutifs et non consécutifs :**

Tous préjudices tels que perte d'usage, interruption d'un service, cessation d'activité, perte d'un bénéfice, perte de clientèle.

Ils sont qualifiés :

- soit de « consécutifs », s'ils sont directement entraînés par des dommages matériels garantis,
- soit de « non consécutifs », s'ils surviennent en dehors de tout dommage corporel ou matériel.

## **Article 7 – Existant**

Immeuble ou partie d'immeuble déjà construit, sur lequel porte la mission totale ou partielle de l'assuré.

## **Article 8 – Pollution et atteinte accidentelle à l'environnement**

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux.

La production d'odeurs, de bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement.

La pollution ou l'atteinte à l'environnement est accidentelle lorsqu'elle résulte d'un événement soudain et imprévu et ne se réalise pas de façon lente et progressive

## **Article 9 – Locaux Occasionnels d'Activités**

Les locaux mis à la disposition du souscripteur, à titre onéreux ou gratuit.

## Article 10 – Objets confiés

Animaux, choses, substances appartenant à autrui, confiés à l'Assuré, en dépôt, location, garde ou prêt, pour les conserver, les transformer, les exposer, les transporter ou dans un tout autre but.

## Article 11 – Sinistre

Toute réclamation écrite, quel qu'en soit la forme, portée à la connaissance de l'assuré, pendant la période de validité du contrat et quel que soit la date du fait générateur, se rapportant à un événement susceptible d'engager sa responsabilité.

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable trouvant son origine dans les activités garanties des assurés est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

### ***Réclamation***

La mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l'Assuré par le tiers lésé. Est assimilé à une réclamation la déclaration faite par l'Assuré à l'Assureur, avant la résiliation ou l'expiration de la garantie, d'un dommage causé à des tiers identifiés, susceptible d'être pris en charge par le présent contrat.

## **Chapitre 2 – Objet de l'assurance & Étendue des garanties et garanties complémentaires**

### **Article 12 – Objet de l'assurance**

L'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en application du droit français, de droits étrangers ou de conventions internationales, en raison de dommages causés aux tiers, dans le cadre des dispositions prévues aux conditions particulières.

La garantie s'applique notamment :

- quelle que soit la nature de la responsabilité ;
- quelle que soit la base juridique invoquée ou susceptible de l'être (Code civil, autres codes ou textes légaux français ou étrangers, droit communautaire ou international, jurisprudence, coutumes et usages professionnels) ;
- quelle que soit la nature des contrats et obligations souscrits par l'assuré, sous réserve des dispositions du présent contrat ;
- quel que soit le tribunal compétent (national, international ou arbitral), dès lors qu'il est conforme aux conventions reconnues par la Chambre de commerce internationale.

### **Article 13 – Responsabilité Civile Exploitation**

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré, à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers découlant de l'exploitation des activités de l'Assuré et notamment en sa qualité de Chef d'entreprise, d'employeur de main d'œuvre, en sa qualité assimilée de propriétaire d'immeubles en vertu d'un quelconque engagement contractuel, locataire ou gardien de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, liés directement ou indirectement à l'exercice de ses activités

Lorsqu'ils relèvent d'un régime de protection français et que la responsabilité de l'Assuré en sa qualité d'employeur est recherchée sur le fondement de la faute inexcusable, la garantie sera accordée en cas de maladie professionnelle et/ou accident du travail.

#### **Faute inexcusable**

La garantie de la police est acquise pour le remboursement des sommes mises à la charge de l'assuré dans le cadre d'un recours intenté contre lui à l'occasion d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle résultant d'une faute inexcusable, exercé par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou tout autre organisme français de protection sociale, la victime et/ou ses ayants droit, ou par un employeur ayant placé temporairement sous les ordres de l'assuré un salarié qui lui est lié par un contrat de travail.

### **Faute intentionnelle**

La garantie est également acquise à la responsabilité civile qui pourrait incomber à l'assuré du fait de la faute intentionnelle de l'un de ses préposés, telle que celle-ci résulte de l'article L 452-5 du code de la Sécurité Sociale.

### **Article 14 – Responsabilité Civile après livraison**

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré, à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels causés après livraison.

### **Article 15 – Responsabilité Civile Professionnelle**

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré, à la suite de dommages causés aux tiers, dans le cadre de prestations de service et résultant notamment de fautes professionnelles, erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences, pertes ou destructions de pièces ou documents confiés.

Il est entendu que si le contrat de l'Assuré a pour objet final la livraison, la tradition ou la remise d'un produit ou d'un bien, ou l'exécution de travaux, la responsabilité décrite ci-dessus sera, pour les besoins de la garantie, incluse dans celle après livraison ou après travaux définie précédemment.

### **Article 16 – Responsabilité Civile Maître d'Ouvrage**

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré, à la suite de dommages causés aux tiers, imputables à l'exécution des travaux et trouvant leur origine sur le chantier.

### **Article 17 – Défense/Recours**

L'assureur s'engage à défendre l'assuré devant toutes les juridictions, y compris pénales, lorsqu'il est cité à la suite d'un dommage garanti. La garantie s'applique également aux représentants légaux de l'assuré, ainsi qu'aux préposés poursuivis pénalement en cas de faute inexcusable à l'origine d'un accident de travail.

L'assureur s'engage à exercer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, le recours de l'assuré contre les responsables des préjudices qu'il a subis dans l'exercice de ses activités professionnelles et qui auraient été pris en charge par la présente assurance responsabilité civile, s'il en avait été l'auteur et non pas la victime.

L'assureur supporte les frais de défense pénale et de recours civil à concurrence des montants indiqués aux conditions particulières.

### **Article 18 – Automaticité**

La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui viendraient être créés après la signature du présent contrat et relevant d'une opération d'assurance terrestre, sous réserve des exclusions prévues audit présent contrat. Toutefois, en ce qui concerne les activités commerciales, industrielles, financières ou agricoles, l'engagement maximum de l'assureur sera limité à 1.000.000 € tous dommages confondus. Cette limitation sera supprimée dès lors que l'Assureur aura eu connaissance du risque et qu'il aura accepté de le garantir conformément aux dispositions du contrat.

#### **Article 19 – Référé provision**

L'Assureur garantit le versement des provisions pouvant être mises à la charge de l'Assuré par la juridiction statuant en matière de référé, y compris lorsque subsiste un doute sur l'application des garanties du contrat d'assurances.

Dans ce dernier cas, ce versement n'est réputé constituer qu'une avance de fonds qui devra être remboursée à l'Assureur dès que la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort, et, au plus tard, nonobstant les délais de procédure, au terme de la quatrième année suivant la date d'émission du règlement initial effectué par l'Assureur.



## Chapitre 3 – Exclusions générales et spécifiques

### Article 20 – Exclusions communes à l'ensemble des responsabilités avant et après ainsi que professionnelle

- a. **Les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré directement ou à leur instigation.** Les dommages causés par les préposés dont l'assuré est civilement responsable restent garantis, quelles que soient la nature et la gravité de leur faute.
- b. **Les dommages occasionnés par :**
- **La guerre étrangère déclarée ou non (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre ne résulte pas de ce fait).**
  - **La guerre civile, les actes de terrorisme ou de sabotage, attentats, grèves, émeutes ou mouvements populaires, d'actes de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de grève ou lock-out, tremblements de terre ou tout autre phénomène naturel à caractère catastrophique.**
- c. **Les dommages ou les aggravations de dommages causés par :**
- **Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.**
  - **Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou toute autre source de rayonnements ionisants, qui engage la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouve son origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappe directement une installation nucléaire.**
  - **Toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, commerciales, agricoles, scientifiques ou médicales.**

Par dérogation à cette exclusion, sont garantis les dommages causés par des sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire dont un assuré a la propriété, la garde ou l'usage et détenues par un établissement ne relevant pas de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévue par les articles 511-1 et suivants du code de l'environnement et pour autant que l'activité employant ces sources ne soit pas soumise au régime d'autorisation de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) ou tout autre organisme qui lui serait légalement substitué pour le domaine industriel ou pour le domaine médical, autorisation prévue par les articles R 1333-17 et suivants du code de la santé publique ou toute autre réglementation similaire à l'étranger.

- d. **Les amendes et clauses pénales, c'est-à-dire la fixation à l'avance du montant des dommages-intérêts en cas d'inexécution ou de retard apporté dans l'exécution des engagements.** Sauf si ce retard résulte d'une erreur ou d'une omission.

**Les amendes civiles y compris celles qui ont le caractère de réparation civile, les redevances, les pénalités de retard ou contractuelles et les astreintes, ainsi que les frais judiciaires qui s'y rapportent.** Sauf si ce retard résulte d'une erreur ou d'une omission.

- e. **La responsabilité civile personnelle des sous-traitants** étant précisé que reste garantie la responsabilité de l'assuré du fait de ses sous-traitants.
- f. **La responsabilité civile personnelle de dirigeants pris en leur qualité de mandataires sociaux.**
- g. **Les dommages résultant d'actes de concurrence déloyale, de contrefaçon, de publicité mensongère ou du non-respect de droit d'auteur ainsi que de la propriété industrielle, littéraire ou artistique, lorsque ces faits dommageables sont perpétrés par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité.** Toutefois la garantie reste acquise si les différents actes sont commis par des préposés de l'assuré.

**Les conséquences pécuniaires des réclamations relatives à la divulgation de secrets professionnels ou à un abus de confiance,** lorsque la responsabilité de l'Assuré n'est pas engagée pour avoir facilité la réalisation du dommage ou en qualité de commettant (la garantie reste donc acquise à l'Assuré si un préposé est à l'origine du sinistre).

- h. **Les dommages causés directement ou indirectement par :**

- les moisissures fongiques ou toxiques affectant l'intérieur ou l'extérieur de bâtiments ou structures de bâtiments ;
  - le MTBE (Méthyltertiobutylether) ;
  - le plomb ;
  - la dioxine
  - le talc,asbestiforme
  - la silice
  - le formaldéhyde ;
  - les polluants organiques persistants suivants : aldrine, chlordane, DDT dioxines, dieldrine, endrine, furanes, heptachlore, hexachlorobenzène, mirex, polychlorobiphényles (PCB), toxaphène
- Toutefois pour les polluants organiques persistants RESTERONT COUVERTS LES DOMMAGES CORPORELS.

- i. **Les dommages qui résultent :**

- de la production par tout appareil ou équipement de champs électriques ou magnétiques, ou de rayonnements électromagnétiques ;

- **des effets d'un virus informatique, c'est-à-dire d'un programme ou d'un ensemble de programmes informatiques conçu(s) pour porter atteinte à l'intégrité, la disponibilité ou à la confidentialité des logiciels, progiciels, systèmes d'exploitation, données et matériels informatiques et pour se disséminer sur d'autres installations ;**
- **de la gestion sociale de l'assuré vis à vis de ses préposés et des partenaires sociaux.**  
Il est précisé que la gestion sociale concerne les actes de l'assuré relatifs aux procédures de licenciement, aux pratiques discriminatoires y compris le harcèlement sexuel et le harcèlement moral, à la gestion des plans de prévoyance de l'entreprise au bénéfice des salariés, et aux rapports avec les partenaires sociaux.
- **de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés ou résultant de la mise sur le marché de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés ;**
- **des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles.**
- j. **Toutes les conséquences d'engagement contractuel exorbitant celles auxquelles l'assuré est tenu en application des textes légaux ou réglementaires.** Cette exclusion n'interviendra que pour et dans la mesure de l'aggravation du risque par rapport au droit en vigueur ou au préjudice réellement subi.

Toutefois de telles conséquences ne sont pas exclues si elles résultent :

- des usages de la profession par exemple des garanties contractuelles dans les limites admises par la profession ;
- des conditions générales d'achat ou des cahiers des charges ou conventions contractuelles des Etats, collectivités territoriales, établissements ou organismes publics, semi publics ou chargés d'une mission de service public tels que les sociétés de distribution d'eau, de gaz, d'électricité et les sociétés de télécommunications même en cas de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours ;
- la garantie s'applique notamment au remboursement de toutes sommes que l'assuré serait tenu de faire, en cas de dommages atteignant leurs agents ou leurs biens ,quelle que soient les responsabilités en cause .

La garantie sera également acquise pour les engagements contractuels exorbitants du Droit Commun, les renonciations à recours, transferts ou limitations de responsabilité concernant :

- les sociétés de location ou de crédit-bail ;
- les organisateurs de foires d'expositions ou manifestations diverses ;
- les personnes physiques ou morales mettant à la disposition de l'assuré des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités ;
- les conventions d'assistance.

Il est précisé que les Assureurs renoncent à exercer tout recours contre toute personne et le cas échéant ses Assureurs au profit de qui l'assuré aurait expressément et explicitement renoncé à recours (l'article 6.4 précise cette exclusion).

- k. Pour les U.S.A et le Canada, les indemnités qui n'ont pas pour objet de réparer un préjudice subi, même lorsque ces indemnités résultent d'une décision judiciaire ou d'une sentence arbitrale et notamment les indemnités appelées dommages punitifs (punitive damages) ou exemplaires (exemplary damages).**
- l. Les conséquences de l'organisation ou de la vente de voyages et de séjours relevant des articles L. 211-1 et suivants du Code du tourisme fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours**
- m. Les dommages résultant de l'activité de recherche biomédicale visée par la Loi du 20/12/88 (dite Loi Huriet) et ses textes d'application, et faisant l'objet d'une obligation d'assurance.**
- n. Les dommages de toute nature causés par les inondations, tremblements de terre, raz de marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lacs, de cours d'eau, de bassins ou de canaux, ainsi que la rupture de barrages, de retenues d'eau, de digues et de réservoirs ;**
- o. Les actes de chirurgie, d'anesthésie ou de gynécologie obstétrique ;**

#### **Article 21 – Exclusions propres à la garantie R.C Exploitation**

- a. Les dommages incombant à l'assuré et visés par l'obligation d'assurance des véhicules terrestres à moteur, sauf la responsabilité civile que l'assuré peut encourir du fait :**
  - de dommages causés aux tiers par un véhicule terrestre à moteur dont l'assuré n'a ni la propriété, ni la garde et que ses préposés utilisent :
    - \* sur le trajet de leur résidence au lieu de travail et vice-versa,
    - \* pour les besoins du service exceptionnellement,
    - \* pour les besoins du service régulièrement, mais aussi à son insu, à la condition que le contrat d'assurance automobile souscrit pour l'emploi de ce véhicule comporte une clause d'usage adéquate ;(la présente assurance ne s'exerce qu'à défaut ou en complément de celle accordée par d'autres contrats d'assurance souscrits pour le véhicule considéré) ;
  - de dommages causés par lui-même ou ses préposés, lorsqu'ils sont obligés de déplacer des véhicules ne leur appartenant pas et dont la garde ne leur a pas été confiée, pour qu'ils ne fassent plus obstacle à l'exercice des activités, étant précisé que les dommages subis par les véhicules déplacés sont garantis ;

- la garantie reste acquise à l'Assuré quand celui-ci est en fonction outil en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à autrui, du fait de l'utilisation d'engins de chantier ou de manutention, pour les risques de fonctionnement, c'est-à-dire lorsque, immobilisés ils sont utilisés en tant qu'outils, ainsi qu'en circulation mais uniquement à l'intérieur des locaux d'exploitation de l'Assuré ou à ses abords immédiats.
- b. Les dommages causés par tous engins ou appareils aériens en cours de vol, maritimes, fluviaux ou lacustres, sauf les embarcations n'excédant pas 5 tonnes et dont la puissance est au plus de 75 cv réels.**
- c. Les dommages matériels et immatériels résultant d'incendie, d'explosions, d'incidents d'origine électrique, de dégâts des eaux, lorsqu'ils ont pris naissance dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant.** Toutefois en cas d'insuffisance ou de non prise en charge de ces dommages par la garantie Recours des Voisins et des Tiers, la présente police intervient à défaut ou en complément.
- d. Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses ou compétitions (ou leur essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics à une obligation d'assurance.**
- e. Les dommages résultant :**
  - d'une pollution ou atteinte à l'environnement non accidentelle ;
  - d'une pollution ou atteinte à l'environnement accidentelle provenant d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et soumise au régime de l'autorisation préfectorale ;
  - résultant de toutes activités dans le domaine de l'environnement telles qu'études, travaux relatifs à la préservation de l'environnement ou l'élimination de pollution ;
  - dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment de l'atteinte à l'environnement ayant entraîné lesdits dommages ;
  - subis par les éléments naturels tels que l'air, l'eau, le sol, la faune, la flore, dont l'usage est commun à tous, ainsi que les préjudices d'ordre esthétique ou d'agrément qui s'y rattachent ;

sont néanmoins couvertes, en cas de faute ou de négligence de l'Assuré, les mesures de prévention ou de réparation prévues par les articles L. 161-1, -1,3° et L. 162-1, -2° du Code de l'Environnement, en cas de modifications négatives mesurables affectant gravement le maintien (ou le rétablissement dans un état favorable à leur maintien à long terme) des espèces et des habitats naturels protégés visés par ces articles ;

  - **résultant d'une inobservation délibérée, du mauvais état, de l'insuffisance ou de l'entretien défectueux des installations dès lors que ce mauvais état, cette insuffisance ou cet entretien défectueux était connu ou ne pouvait pas être ignoré par l'Assuré avant la réalisation desdits dommages.**

**En ce qui concerne la pollution, les redevances mises à la charge de l'assuré en vertu de la loi sont exclues, mêmes si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages de pollution donnant lieu à garantie.**

- f. Les dommages causés aux biens confiés à l'assuré au cours de leur transport par véhicule terrestre à moteur ou par voie ferroviaire, maritime, fluviale ou aérienne.**  
Il est précisé que la garantie reste cependant acquise au cours des éventuelles opérations de chargement, déchargement ou manutention.
- g. Les dommages matériels subis par tous biens dont l'assuré est locataire pour une période supérieure à trois mois. Toutefois en cas d'insuffisance ou de non prise en charge de ces dommages par la garantie Recours des Voisins et des Tiers, la présente police intervient à défaut ou en complément.**

#### **Article 22 – Exclusions propres aux garanties R.C Après livraison et R.C Professionnelle**

- a. Le coût de remboursement des biens fournis ou de la prestation effectuée par l'assuré.**
- b. Les frais exposés par l'assuré pour le remplacement, la réparation, l'adaptation ou l'amélioration des biens fournis ou de la prestation effectuée par l'assuré.** Toutefois la garantie reste acquise pour les frais de dépose ou de repose.
- c. Les dommages immatériels non consécutifs qui sont la conséquence de l'inexécution totale ou partielle des obligations contractuelles de l'assuré ou du retard dans l'exécution des prestations.** Sauf lorsque cette inexécution ou de retard résulte :
  - d'une faute, d'une erreur, une omission ou une négligence commise par un préposé de l'Assuré, un sous-traitant, un fournisseur ou toute autre personne dont il est civilement responsable, dans les différents opérations ou tâches nécessaires dans l'exécution des obligations.
  - de perte, vol, destruction et d'une manière générale de tous dommages causés aux biens utilisés par l'Assuré dans le cadre de ses activités.
  - du décès ou de l'incapacité de travail du responsable désigné, chargé de projet suite à un accident ou d'une maladie.
  - Ou plus généralement, d'un événement soudain et fortuit.
- d. Les dommages matériels relevant des articles 1792 et 1792.1 à 6 du Code civil ou d'une législation équivalente à l'étranger.**
- e. Les dommages immatériels non consécutifs qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains – commerçants ou non – qui n'ont pas de caractère fortuit parce que résultant inévitablement du fonctionnement des services de l'Assuré ou des travaux de toute nature entrepris par l'Assuré ou pour son compte ;**

- f. Les conséquences pécuniaires résultant : de malversation, escroquerie, création frauduleuse de fichiers professionnels ; de la transmission prohibée d'informations confidentielles visées par la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée "informatique et libertés".**

## Chapitre 4 – Fonctionnement de l'assurance

### Article 23 – Base réclamation

Conformément à l'article L.124.5.4<sup>ème</sup> alinéa du Code des Assurances, la garantie est déclenchée par la réclamation. Elle couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans après sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.

### Article 24 – Garantie par année d'assurance

Dans le cas où une garantie est accordée à concurrence d'un montant fixé par année d'assurance, celui-ci s'entend pour l'ensemble des réclamations faites à l'assuré au cours d'une même année d'assurance.

Toutefois, les réclamations au cours des années suivantes et qui forment un seul sinistre, conformément à la définition figurant au chapitre 1 définition ci-avant, sont réputées être faites au cours de l'année d'assurance durant laquelle s'est produite la première réclamation.

Le montant fixé par année d'assurance est réduit automatiquement quels que soient le nombre, la nature et l'origine des sinistres, du montant des indemnités réglées ou dues jusqu'à épuisement de ce montant qui se reconstitue d'office et entièrement au début de chaque année d'assurance. Cette reconstitution est sans effet à l'égard des sinistres déjà survenus et des sinistres à venir résultant du même fait dommageable.

### Article 25 – Intégration automatique des nouvelles entités

Les nouvelles entités créées ou acquises sont intégrées automatiquement comme Assuré au présent contrat pour autant :



- Que l'Assuré y détienne directement ou indirectement une participation de 50 % du capital ou des droits de vote ou en ait contractuellement ou de fait la gestion et/ou la charge de l'assurance,
- Que l'activité soit identique à celle du Souscripteur,
- Que leur chiffre d'affaires ne dépasse pas 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Souscripteur,
- Qu'elles soient déclarées par le Souscripteur dans un délai de trois mois à compter du moment où il a eu connaissance de leur création ou de leur acquisition.

## Chapitre 5 – Dispositions diverses

### Article 26 – Étendue géographique des garanties

Les garanties du contrat s'exercent en France métropolitaine, dans les principautés de Monaco, d'Andorre, dans les pays de l'Union Européenne et pays limitrophes.

Elles s'étendent au monde entier pour les déplacements que peuvent effectuer les représentants ou préposés des Assurés dans le cadre de leurs activités professionnelles (études, missions, stages ou activités temporaires pour autant que la durée de leur séjour n'excède pas 6 mois – exclusion faite des dommages immatériels non consécutifs survenus aux U.S.A. et au Canada –).

### Article 27 – Étendue des garanties dans le temps

La garantie est déclenchée par la réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, l'Assureur ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

### **LE CONTRAT NE GARANTIT PAS LES SINISTRES DONT LE FAIT DOMMAGEABLE ETAIT CONNU DE L'ASSURE A LA DATE DE SOUSCRIPTION DU CONTRAT OU DE LA GARANTIE CONCERNEE.**

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable, est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéas de l'article L 121-4 du Code des assurances sur les assurances de même nature.

## **Article 28 – Délai subséquent**

### **a. Durée du délai subséquent :**

En cas d'expiration ou de résiliation du contrat (ou de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée en cours de contrat), la garantie subséquente s'exerce pendant un délai maximum de cinq ans après expiration, résiliation ou suppression.

Les présentes dispositions ne dérogent pas à la faculté de suspension de garantie et de résiliation du contrat pour non-paiement de cotisation que l'Assureur tient de la loi.

La garantie subséquente accordée en cours de contrat en cas de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée, n'est pas affectée par l'expiration ou la résiliation du contrat.

Pour l'indemnisation des réclamations présentées pendant le délai subséquent de 5 ans, les montants des garanties prévus aux conditions particulières sont accordées.

### **b. Montant de la garantie subséquente :**

Le montant de garantie par sinistre (ou par année d'assurance) accordé durant l'année d'assurance précédent l'expiration ou la résiliation du contrat (ou la suppression d'une garantie ou d'un assuré) est reconstitué une fois pour toute la durée de la garantie subséquente.

En cas de suppression, en cours de contrat, d'une garantie ou d'une personne assurée, le montant par année d'assurance de la garantie subséquente est imputé sur le montant par année d'assurance du contrat en cours.

## **Article 29 – Délai de déclaration des sinistres**

Tout fait dommageable susceptible d'entraîner la garantie doit être déclaré dans les trente jours à partir de la date à laquelle le service « assurances » du souscripteur en a eu connaissance.

L'assuré doit transmettre à l'assureur tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés.

L'assuré est dispensé de déclarer les sinistres ne paraissant pas, soit par leur nature ou leur montant, donner lieu à indemnisation, étant entendu qu'aucune déchéance ne pourra lui être opposée si ces sinistres devaient être portés à la connaissance de l'assureur ultérieurement.

Il est précisé que cette dispense n'entraîne pas de dérogation au délai de prescription biennale de l'article L.114-1 du Code des Assurances, l'assuré devant dans tous les cas déclarer les sinistres objets d'une action en justice.

## **Article 30 – Garantie « Défense/Recours » : choix de l'avocat et arbitrage**

En cas de défense pénale et de recours civil, l'assuré conserve le libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, y compris lorsque survient un conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le responsable d'un dommage, les parties nomment chacune un arbitre. Ces deux arbitres, s'ils ne peuvent trouver un terrain d'entente, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'assuré statuant en référé. Les frais sont à la charge de l'assureur.

Si, contre l'avis des arbitres, l'assuré plaide à son compte et obtient une solution plus favorable que celle proposée par les arbitres, l'assureur lui rembourse dans la limite de la garantie et sur justification, les débours qu'il a exposés et dont le montant n'a pas été supporté par l'adversaire.

### **Article 31 – Garantie « Responsabilité Civile » : défense, direction du procès, transaction**

L'assureur s'engage à défendre l'assuré à la suite de toute mise en cause ou réclamation amiable ou judiciaire du fait d'un sinistre garanti au titre du présent contrat quel qu'en soit le lieu. Il prend la défense de l'assuré que la réclamation du tiers soit fondée ou non.

En cas de doute sur l'application de la garantie, l'assureur en avise immédiatement l'assuré, mais assume cependant sa défense dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux, qui doivent être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

L'assureur peut, après concertation avec l'assuré, exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

Tous les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat, ainsi que les frais de procès et d'arbitrage, sont pris en charge par l'assureur et inclus dans la limite des montants de garantie.

L'assureur a seul le droit, mais après concertation avec l'assuré et dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Il informe l'assuré au préalable de ses intentions. Toutefois, lorsque des intérêts commerciaux seront en jeu, l'assuré peut avec l'accord de l'assureur, mener la transaction.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur ne lui est opposable. N'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

N'est pas non plus considéré comme reconnaissance de responsabilité ou commencement de transaction, tout dédommagement fait par l'assuré à titre purement commercial.

Il est précisé que la garantie demeure acquise en cas d'arbitrage, sous réserve que l'assureur soit associé à la rédaction du compromis et à la désignation des arbitres.

### **Article 32 – Conventions passées par l'assuré et acceptées par l'assureur**

Les conventions comportant des engagements exorbitants du droit commun, c'est-à-dire excédant les textes légaux ou réglementaires, sont acceptées par l'Assureur, si elles résultent :

- des clauses de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours, acceptées par l'Assuré aux termes de marchés de mise à disposition de personnel ou de matériel passés avec l'Etat ou les Collectivités locales, l'EDF, ENGIE, la SNCF ou la RATP ;
- des usages de la profession dans les limites admises par ladite profession ;
- des conditions générales d'achat ou des cahiers des charges des collectivités publiques ou des établissements ou organismes publics ou semi-publics, même en cas de transfert contractuel de responsabilité ;
- d'engagement vis-à-vis des personnes physiques ou morales mettant à la disposition de l'Assuré des personnes ou biens utilisés dans le cadre de ses activités.

### **Article 33 – Domiciliation**

L'Assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

### **Article 34 – Compétence judiciaire**

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

### **Article 35 – Faculté de résiliation**

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée selon les dispositions prévues au marché.

L'assureur renonce à sa faculté de résiliation suite à sinistre.

### **Article 36 – Paiement des primes**

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptant supporte un retard lié aux contraintes administratives.

## ***4. Annexes***

---

- **STATISTIQUE SINISTRES**
- **CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES A REMPLIR**